L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS DIMANCHE MATIN, 13 JUIN 1875. 4ième Année.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, -trois terrains avec bâtisse au faubourg St. Jean faisant face à la rue Bruni, près celle de l'Hôpital.

Par M. W. Newman, au No 63 de la rue de la Course—bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co.—au No 36 de la rue de Chartres—marchandises sèches, lisières "fantaisie," rubans, dentelles, broderies, Hamburg nets, etc.

ATTENTION!!

☞ Propriété améliorée à l'encan par le shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu demain, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de trois terrains avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés au faubourg St. Jean, dans le Dernier District de cette ville, faisant face à la rue Bruni, près celle de l'Hôpital.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

Le sucre en Louisiane.

Si le prochain Congrès, qui sera largement démocrate à la Chambre et à peu près partagé au Sénat, voulait faire quelque chose pour la Louisiane, il faudrait qu'il lui permît tout d'abord de se défaire du gouvernement d'aventuriers auxquels cet Etat peut hardiment attribuer tous ses maux, et ensuite qu'il lui offrît en compensation de ses pertes, une augmentation de tarif contre le sucre importé aux Etats-Unis. La consommation annuelle est de 1,200,000 boucauts; la Louisiane qui en fournissait le tiers avant la guerre, n'en fournit plus que le douzième. En sorte que le prix du sucre, qui monte toujours, profite à l'île de Cube et non à nous, ce qui est une duperie. Ne vaudrait-il pas mieux que les 100 millions de piastres que nous donnons chaque année aux producteurs de sucre étranger fussent aux Etats-Unis.

Incontestablement oui. Eh bien alors l'affaire est facile et pourrait se réaliser en trois ou quatre ans. Le moyen consisterait à augmenter d'un cent le tarif actuel. Cette augmentation suffirait pour faire reprendre avec vigueur la culture de la canne à sucre en Louisiane et pour la propager au Texas et dans toutes les régions du Sud où cette plante peut prospérer.

On peut objecter à cela que l'intérêt des consommateurs serait sacrifié à celui des planteurs dont le nombre est trop faible pour être pris en considération et que, sous ce rapport, l'aggravation du tarif serait une mesure inique, quelque avantage que la Louisiane pût en retirer. Nous admettons bien que la Louisiane est l'Etat qui aurait, pour commencer, tout le bénéfice du changement, mais sans vouloir rétorquer l'argument par des arguments de même nature contre quelques Etats du nord à l'industrie desquels l'intérêt de l'ouest et du sud est sacrifié depuis plus d'un demi siècle, nous dirons que les planteurs n'auraient pas lieu de se prodiguer longtemps : avec un nouveau tarif l'industrie sucrière se développerait avec rapidité dans nos campagnes et que la production ne tarderait pas à quadrupler, à décupler même. Que le droit sur le sucre étranger soit porté à un cent de plus et des centaines de plantations cotonnières deviendront des plantations sucrières, et des milliers de gens qui trouvent difficilement à s'occuper dans les villes se transporteront dans les campagnes pour y cultiver la canne sans le secours des affranchis.

Nous ne doutons pas qu'il ne s'établît alors, de distance en distance, des moulins pour la roulaison des cannes et des appareils pour la fabrication spéciale du sucre. Ces établissements achèteraient les champs de cannes et travailleraient pour leur propre compte, ce qui permettrait aux familles les plus pauvres de se livrer à la culture d'une plante qui, jusqu'ici a été le monopole presque exclusif du riche planteur. C'est ainsi que les choses se passent dans les îles françaises des Antilles, et c'est à l'aide de ce moyen que l'agriculture à la Martinique et à la Guadeloupe a pris une si grande extension, surtout en ce qui concerne le sucre. Ces colonies ont pendant un instant rejeté la concurrence du sucre de betterave, et c'est pendant qu'elles avaient des esclaves qui cette crainte les a troublées; mais, chose assez extraordinaire, c'est l'abolition de l'esclavage qui les a enrichies au lieu de les ruiner. Beaucoup de gens se sont mis à planter et à travailler la canne à sucre, parce qu'elle était d'une vente facile sur pied, et le nombre des cultivateurs a doublé.

Voilà ce qui arriverait nécessairement en Louisiane si cette même faculté était donnée aux cultivateurs. On aurait tout d'abord, pour peupler les campagnes, les familles qui sont à bout de ressources ici ou ailleurs; et ensuite on aurait une vaste émigration. L'Européen attiré par la perspective de fortune assurée qu'on ferait briller à leurs yeux sans qu'on fut obligé d'avoir recours à des tableaux mensongers ou à des exagérations ridicules. Cette émigration viendrait vite et, nous le croyons, en grande affluence, ce qui à notre tour nous émanciperait vis à vis des affranchis, qui aujourd'hui sont plutôt nos maîtres que nos travailleurs.

Une fois l'émigration venue, nous n'aurions plus besoin de tarif. L'établissement de nombreux moulins dans les campagnes suffirait à opérer le changement dont nous parlons. L'industrie sucrière, d'ailleurs, s'étendrait en beaucoup de régions du Nord au moyen de la betterave dont la culture serait promptement encouragée par l'existence même éphémère d'un tarif aggravé. Nous ne croyons pas que jamais la betterave puisse faire à la canne une concurrence dangereuse, et les deux industries nous paraissent de nature à prospérer simultanément. Il faut aujourd'hui 1,200,000 boucauts de sucre pour la consommation des Etats-Unis; dans six ou sept ans, il en faudra 1,500,000.

On comprend que dans une progression de consommation si rapide on ne doive pas rester à la merci d'une production étrangère. Le prix que nous payons déjà à l'île de Cube est le plus lourd des impôts et nous devons nous en affranchir le plus tôt possible. Avec quelques années d'un tarif un peu plus élevé que le tarif actuel, nous verrions la fin de cette exploitation qui nous pressure et nous pressurera toujours d'avantage. Nous avons indiqué le remède; c'est à nos représentants à le faire valoir dans le prochain Congrès. On voit, par ce qui précède, qu'un brillant avenir est encore réservé à la canne à sucre en Louisiane pour peu qu'elle soit protégée et favorisée dans un intérêt général bien compris et bien servi.

Louisiane.

ST CHARLES.—Le gouverneur Kellogg a accepté l'invitation qui lui était faite d'assister à la célébration du 4 juillet à Hahnville. Pour ce jour là, les partis ont fait la paix, et républicains et démocrates confondront leurs rangs et fêteront patriotiquement les glorieux souvenirs de leur commune origine.

—Les artistes du théâtre du Vaudeville de la Nouvelle-Orléans ont promis de donner une représentation à la salle de concerts de Hahnville, au bénéfice de l'église catholique de St-Charles.

—L'ex-gouverneur Hahn, dit le *State Register*, a manifesté sa préférence en faveur de M. Elihu B. Washburne, ministre à Paris, comme futur candidat à la place de président des Etats-Unis.

Meschacébé.

Bas bien finis pour dames valant $5 la douzaine, à $3,50 chez Danziger.

MUSIQUE. — M. V. Wehrmann, rue Royale 130, vient d'ouvrir un magasin de musique où l'on trouvera toujours une belle collection d'instruments et un bon choix de publications françaises et américaines.

L'endroit où acheter vos éventails? chez Danziger.

Les droits de port ou de wharfage.

Nous croyons que le moment est arrivé de faire quelque chose en faveur de nos navires qui veulent notre port. Nos charges qu'ils subissent sont énormes. Si elles étaient maritimes, les agents maritimes qui doivent être faites à l'embouchure du fleuve ne suffiraient pas à régler le compte. Mais ce sont des droits de port, de wharfage, de remorquage, etc., qui viennent s'ajouter au fret. Ils sont si élevés qu'ils font hésiter, pour la saison 1875-76, la formation d'une troupe de DRAME, COMÉDIE, VAUDEVILLE, PETITE OPERETTE et PANTOMIME. Un engagement j'ai l'honneur d'annoncer que le mets en circulation des listes de souscription à cet effet.

Prix des places : Parquet, rez-de-chaussée, Premières et Secondes Loges, Fauteuils de Premières, Secondes et Troisièmes, 50 cts; les autres places, le prix est de 25 le jour.

UN TIERS de la souscription payable sur demande, avant mon départ pour Paris, les deux autres tiers, en deux billets, souscrits à mon ordre, sous forme conditionnelle si on le désire, payables, l'un le 1er décembre 1875, l'autre le 1er février 1876.

Saison régulière, 100 représentations, six mois. Néanmoins je me réserve le droit, s'il y a lieu, de la céder au bout de quatre mois, abandonnant ainsi la seconde échéance des billets.

Les abonnements pour lesquels il faut organiser une troupe, ne seront définitivement acceptés que lorsque la souscription sera remplie